



A peine amendé et voté,

Un plan d'austérité inacceptable

Pierre Mauroy a annoncé lundi ce qui a été présenté comme des assouplissements aux nouvelles mesures d'austérité. Le prélèvement de 1% continuera à frapper la grande masse des travailleurs : l'annonce de l'exonération en dessous de 270 francs d'impôts est un leurre puisque ces contribuables (gagnant moins de 2918 francs par mois pour un célibataire et de 3300 francs pour un couple sans enfant) étaient déjà exonérés d'impôts. La promesse de tenir compte de la situation familiale reste bien vague, et ce prélèvement sera maintenu en 1984. Les travailleurs ayant perdu leur emploi ou ayant enregistré une diminution exceptionnelle de leurs revenus ne paieront pas l'emprunt obligatoire de 10%, mais le seuil de celui-ci reste fixé à 5000 francs d'impôts (à partir de 6720 francs de revenus mensuels pour un couple sans enfant). Les hausses des tarifs publics, la taxe sur les produits pétroliers, les vignettes Sécurité sociale ne sont nullement remises en cause.

Le fait que les actionnaires soient légèrement plus touchés ne saurait faire oublier qu'aucune mesure nouvelle n'est venue frapper les grandes fortunes, les gros héritages, les plus-values importantes. Les spéculateurs et exportateurs de capitaux pourront continuer à s'enrichir sur le dos des travailleurs et des peuples du Tiers Monde. Au total, rien n'est changé sur le fond des choses : les mesures gouvernementales s'en prennent aux intérêts des travailleurs, à leur pouvoir d'achat, à leurs conditions de vie. La preuve en a été donnée par Jacques Delors lui-même qui a annoncé froidement que son plan entraînerait au moins 100 000 chômeurs de plus. Les appels de Pierre Mauroy à la mobilisation des Français pour réaliser « le grand dessein qui est le nôtre », en particulier un « projet social », sonnent faux face à ces faits bien concrets.

Ce qui est en cause aujourd'hui pour les travailleurs, c'est à la fois de parer au danger persistant des campagnes et actions de la droite et de riposter aux mesures d'austérité qui les frappent, d'agir pour que le gouvernement change radicalement d'orientation et de politique.

Les responsables confédéraux CGT et CFDT ont critiqué les mesures gouvernementales. Edmond Maire a souligné l'augmentation du chômage qu'elles vont engendrer, mais est resté silencieux sur le pouvoir d'achat des travailleurs. Il a proposé « une semaine de débat, d'explication et d'initiatives » fin avril, mais a refusé de répondre aux propositions de la CGT pour un 1^{er} Mai unitaire. Henri Krasucki a souligné que les travailleurs devaient « se faire entendre clairement et fermement », mais s'est contenté de critiquer les « insuffisances et les défauts de l'action gouvernementale » et d'appeler à des mesures « plus justes », réduisant « davantage les inégalités ».

C'est l'orientation de la politique gouvernementale, son acceptation des règles et des lois du marché impérialiste mondial comme du système capitaliste, qui sont en fait en jeu et qui conduisent à l'austérité renforcée pour les travailleurs. Leur mobilisation nécessite la clarté sur ce constat comme sur les objectifs.

Pierre BAUBY

PALESTINE :

RECONNAITRE L'O.L.P., SOUTENIR LA CONFÉRENCE DE L'ONU A PARIS

Une nouvelle fois, un militant de la cause palestinienne, le dirigeant de l'OLP Issam Sartouï vient de tomber, assassiné au Portugal.

Cet assassinat se situe dans un contexte d'aggravation de la situation : maintien de l'armée sioniste au Liban et préparatifs d'une agression israélienne contre la Syrie, décision de Begin de l'installation de plusieurs dizaines de colonies sionistes dans les territoires occupés, poursuite des exactions à l'encontre du peuple palestinien dans les camps de Beyrouth, au Sud-Liban et dans les territoires occupés.

Le peuple palestinien et ses dirigeants y ont fait face par les décisions du dernier Conseil national palestinien. Issam Sartouï était allé au Portugal, une fois de plus, défendre la cause de son peuple et faire reconnaître la légitimité et la représentativité politiques de l'OLP, auprès de l'Internationale socialiste. Beaucoup, dans cette enceinte, ont célébré son courage et sa volonté de paix, après l'assassinat. Seront-ils les derniers à reconnaître le bien-fondé de ce qui l'animait : les droits nationaux légitimes du peuple palestinien ? Certains membres éminents de l'Internationale socialiste, dont Bruno Kreisky, ont fait ce pas. Mais qu'attendent donc les dirigeants socialistes français pour reconnaître l'OLP et engager le gouvernement à participer à la Conférence de l'ONU d'août prochain à Paris ?

CONDAMNER SANS RÉSERVES LA NOUVELLE ATTAQUE VIETNAMIENNE CONTRE LES PEUPLES CAMBODGIENS ET THAÏLANDAIS

Depuis le 31 mars dernier, l'armée vietnamienne d'occupation du Kampuchea mène une offensive contre la zone libérée de Phnom Chhat, à la frontière khméro-thaïlandaise et a multiplié les incursions sur le territoire thaïlandais. Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, a indiqué que « les bellicistes-colonialistes venus du Nord-Vietnam ont utilisé des tanks, des canons et autres armes sophistiquées de l'aide militaire soviétique » et a rappelé l'évidence même : « La place de cette armée vietnamienne est au Vietnam et non au Kampuchea ou ailleurs », appe-

Suite au verso

BLOC-NOTES

• Le 6 avril, à la suite du discours de Pierre Mauroy devant l'Assemblée nationale, Pierre Bauby, membre du Secrétariat du PCML, a indiqué dans un communiqué de presse que « la plupart des mesures confirmées aujourd'hui consistent en un renforcement de la politique d'austérité pour les travailleurs ».

• Le 10 avril, Pierre Bauby, dans un communiqué de presse, « condamne avec vigueur l'assassinat de M.I. Sartaoui, l'un des principaux dirigeants de l'OLP » ... et estime « que la reconnaissance de l'OLP par la France serait la meilleure réponse à cette escalade des dirigeants israéliens ». Un message de notre parti a été transmis à l'OLP, par l'intermédiaire de son représentant en France, Ibrahim Souss.

• Le 6 avril dernier, la section de Lyon du PCML a, par un communiqué de presse, exprimé son soutien à l'action des jeunes grévistes de la faim de la ZUP des Minguettes à Vénissieux. Elle y indique notamment : « Dans la période difficile que nous traversons, les travailleurs ont besoin d'unité et de solidarité. La droite cultive le racisme pour mieux nous diviser, pour mieux nous exploiter. A travers les campagnes violentes de la droite contre les immigrés, en particulier maghrébins, c'est une idéologie fascisante qui se développe, et face à cela il faut rester vigilant. »

• Les 23 et 24 avril, la Ligue des droits de l'homme tient son Congrès national, dont le thème est, cette année, « délinquance-prison ». Notre parti, invité, suivra comme observateur les travaux de ce Congrès.

• Le 7 avril, Alain Krivine pour la LCR et Pierre Bauby et Camille Granot pour le PCML, se sont rencontrés pour un échange de vues concernant la situation à l'issue des municipales et du plan d'austérité gouvernemental.

A l'initiative de l'AMFP et du CEDETIM, une semaine de débats sur la Palestine et le Proche-Orient :

- 25 avril : la guerre du Liban
- 26 avril : la politique des grands blocs
- 27 avril : les territoires occupés
- 28 avril : société israélienne et Etat d'Israël
- 29 avril : le Conseil national palestinien et l'avenir de la résistance
- 30 avril : situation actuelle des Palestiniens au Liban

14, rue de Nanteuil - Paris XV^e - 18h.
Films, diapos, débat à 19h30 avec la participation de membres de la rédaction de la Revue Etudes palestiniennes.

AFRIQUE DU SUD,

LE BOYCOTT DOIT ETRE GLOBAL

L'annonce de « la cessation de toutes relations sportives avec l'Afrique du Sud pour toutes les équipes nationales ou clubs affiliés à une fédération tant que l'apartheid n'aura pas disparu de la Constitution de ce pays » a l'avantage de remettre d'actualité le combat contre le système raciste de l'apartheid. 4 millions et demi de Blancs occupant 87% d'un territoire qui n'est pas le leur, s'appropriant 75% du revenu national contre 24 millions de Noirs repoussés vers des «bantoustans» (voir notre supplément à *Travailleurs* n°8). Voilà bien ce qu'il faut dénoncer et boycotter.

Le gouvernement et le Parti socialiste tout en prenant cette mesure positive, ergotent quant au boycott : « Il faut déterminer des objectifs

précis compatibles avec les contraintes économiques du moment »... Et c'est pourquoi, Renault vient d'investir dans ce pays 40 millions de dollars pour lancer la R9; c'est pourquoi Framatome essaye toujours d'arracher aux Américains la construction d'une deuxième centrale nucléaire, que la chambre de commerce franco-sud-africaine tente de rééquilibrer les échanges (diminution de 28% des exportations en 82 contre une diminution de 11% des importations) par des transferts de technologie. Et c'est pourquoi nous y insistons : s'il est juste que notre équipe de rugby ne se compromette pas en Afrique du Sud, il est encore plus nécessaire que les diplomates et hommes d'affaires français cessent de soutenir un régime refusé par le monde entier.

LES TRAVAILLEURS DES FORGES D'UCKANGE DÉFENDENT LEUR EMPLOI

L'usine d'Uckange (HFRSU), 650 salariés, premier producteur européen de fonte de moulage, marche en sous capacité. D'où chômage partiel et menaces sur l'emploi pour l'avenir. Les travailleurs des Forges et leurs syndicats CGT, CFDT, CGC, ont déjà mené des actions pour alerter de cette situation et continuent. Ils soulignent que leur usine est rentable (compte d'exploitation positif en 82), que son sort dépend de l'accord entre deux entreprises contrôlées par l'Etat, Usinor et Sacilor, que l'activité des Hauts Fourneaux (HFRSU) constitue l'essentiel de la vie économique et sociale de la ville d'Uckange. Ils ont invité tous les travailleurs, la population d'Uckange, les élus locaux, les représentants des associations et des pouvoirs publics à se réunir le 5 avril pour faire face à cette situation. 350 personnes ont participé à cette réunion et y ont exprimé leur volonté de maintenir l'emploi. Décision a été prise de créer un comité de défense de l'emploi aux Forges d'Uckange.

UNE CONFÉRENCE POUR LA COOPÉRATION SUD-SUD EN CHINE

Pour la première fois s'est tenue en Chine - à Beijing - une conférence internationale Sud-Sud. 26 pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine y ont délégué savants et hommes politiques.

Les pays développés occidentaux en crise profonde tentent de rejeter leurs difficultés sur les pays en voie de développement. Le dialogue Nord-Sud engagé depuis plusieurs années ne parvient à aucun résultat. La coopération Sud-Sud

a pour but d'accélérer le développement de l'économie nationale, de renforcer les forces économiques sur lesquelles s'appuient les pays du Tiers Monde dans leur construction, de coordonner leur position, de promouvoir le dialogue Sud-Nord et de réformer les relations économiques internationales inégales et injustes. Les résultats de cette coopération sont désormais notables et pèseront de plus en plus à l'avenir, ils touchent aussi bien la sauvegarde de la souveraineté des ressources naturelles, la constitution d'organisations de coopération régionale, le domaine financier et de nombreuses autres activités relevant des échanges techniques et scientifiques basés sur le bénéfice réciproque.

Abonnement à PCML Flash
un an : 60,00 F

Abonnement groupé
PCML Flash et Travailleurs mensuel
un an : 150,00 F - 6 mois : 80,00 F

Condamner sans réserves...

(suite du recto)

lant le Vietnam « à respecter et à appliquer sans délai les résolutions de l'ONU sur le Kampuchea ».

Cette récente attaque vietnamienne, contrecarrée par les patriotes cambodgiens, remet les choses en place, après la tournée asiatique de Claude Cheysson; l'occupation vietnamienne sur le sol cambodgien est bien cause de guerre et de morts, contrairement aux propos « privés » tenus à Bangkok par le ministre français des Affaires étrangères (cf. *PCML-Flash* n°32). Depuis, celui-ci a « expliqué » ses déclarations et multiplié les démentis. Une reconnaissance officielle du gouvernement du Kampuchea démocratique par la France serait un démenti en actes autrement convaincant.